

NWR

Hundreds of nurses pay tribute to their pregnant colleague killed in Kumbo P.2

Franc cfa

La France peut-elle lâcher du lest après les critiques de l'Italie ?



- *Le gouvernement italien a accusé la France d'appauvrir l'Afrique et d'aggraver la crise migratoire, à travers le franc des colonies d'Afrique.*
- *Les Français s'irritent, mais les Africains sont pourtant face à une occasion à saisir.*

• 10 experts s'affrontent. Pp. 5-10

Ngaoundéré-Touboro

25 morts dans un accident de la circulation P.3

Football

New Format of the Cameroon League One and Two Championships P.11

Hundreds of nurses pay tribute to their pregnant colleague killed in Kumbo, Bui Division of the North West region while she was on her way to work

The inhabitants of Kumbo are yet to believe their eyes after the brutal assassination of Fomonyuy Ornella Nyuymingka, a pregnant nurse. She was shot and killed on January 19 at Mbve-Kumbo causing widespread anger in the locality. Locals have since accused soldiers of the Cameroon army for perpetrating the act but it is still difficult to establish the facts.

Family members, friends and colleagues of the medical corps came out in their numbers to bid farewell to the nurse as many carried placards denouncing the rampant killings that have been going on in Kumbo for the past weeks.

This is not the first time the medical and health personnel are caught in the fighting between security forces and separatist fighters in the two English-speaking



Funeral of the pregnant nurse

regions of Cameroon. We recall that in August 2018, a man and his wife, both nurses were shot and killed in Mbengwi, Momo Division of the North West re-

gion, these are just some few amongst a series of violent attacks carried out against medical personnel. The medical corps in this part of the country has

been finding it very difficult to operate due to the repeated violent attacks. Kumbo, is a seat to reputable medical institutions owned by the mission. We cite the

Shisong hospital and the Baptist Hospital that take care of patients all over the country and in the sub region.

By Amos Muang Nsah

Bafoussam

Deux violeurs arrêtés

Cela faisait plusieurs mois que le forfait avait eu lieu, avec comme victime une adjudante.

Elle avait été violée dans la nuit du 17 mai 2018 et les enquêtes ouvertes depuis ont permis de mettre la main sur des présumés coupables. En effet, la jeune dame, en service au tribunal militaire de la ville de Bafoussam, avait fait l'objet d'agressions sexuelles au niveau du lieu-dit Socada, tout près des services du cadastre. En plus de cela, les malfrats avaient également emporté de l'argent et un téléphone portable. A la suite de cela, les fins limiers de la gendarmerie sont entrés en scène, à la recherche de ces violeurs. Avec l'apport des populations, deux personnes ont finalement été appréhendées : KamdemTathé Simplicie et Petho Ngogang Olivier. Les deux ont fini par passer



Une vue de la ville de Bafoussam

aux aveux après des séances d'interrogatoires. Présentés au tribunal militaire de Bafoussam, ils ont

désormais pris leurs quartiers à la prison centrale de Bafoussam, en attendant leur sentence.

Il faut dire que la ville de Bafoussam est particulièrement célèbre pour son niveau d'insécurité. La cri-

minalité y a atteint un pic, et des histoires d'agressions ont pignon sur rue.

K.J.

Adamaoua

Hécatombe sur l'axe Ngaoundéré-Toumboro

23 personnes ont rendu l'âme sur le champ, trois rescapés ont été admis en soins intensifs, même si deux autres sont morts par la suite.

En quittant l'agence peu avant 15h dans l'après-midi du mercredi 23 janvier 2019, rien ne présageait un destin tragique pour la vingtaine d'occupants du car de marque Hiace de Touristique Express, qui se rendait à Toumboro dans la région du Nord. A moins d'une heure de route, l'irréparable s'est produit dans le village Ndokwa, à 40 km de la ville de Ngaoundéré, juste après la rivière Mabor non loin du barrage de Bini Warack. La collision avec la semi-remorque immatriculée 18S3694A sortant de Toumboro a laissé 23 morts sur le carreau. Selon les premiers témoins que votre reporter a rencontrés sur place, le chauffeur du camion semi-remorque qui venait en sens inverse a perdu le contrôle de son engin sur une pente raide. Dans sa course folle, il est entré en collision avec la Hiace de transport public appartenant à l'agence Touristique Express, qui avait à son bord plus de 20 passagers. « Le camion a trainé le car sur une trentaine de Kilomètres. Le car s'est réduit en tas de ferraille avec des passagers à l'intérieur » té-

moigne Salimou Nana. Alerté par le bruit du choc, les habitants du village Ndokwa sont sortis pour apporter leur secours aux victimes. « Lorsque nous sommes arrivés sur les lieux, certains corps broyés par le camion, gisaient sur la chaussée. Nous nous sommes précipités sur le véhicule dans l'espoir de retrouver des survivants coincés dans le car. Malheureusement, non. Nous n'avons pu extraire que des corps inertes coincés dans cette ferraille », ajoute notre témoin. Du coup, les autorités administratives de l'arrondissement de Ngan-Ha ont été alertées du drame. A Ngaoundéré, une équipe de sapeurs-pompiers est dépêchée sur le lieu de l'accident. Le commandant de la légion de gendarmerie de l'Adamaoua, le colonel Minabou s'est aussi rendu sur le terrain avec une équipe de la gendarmerie pour constater l'ampleur des dégâts. « Lorsque nous sommes arrivés sur le terrain, les populations avaient déjà commencé à extraire les corps du car. Sur place, nous avons identifié les corps, en recensant tous les objets que chacun des passagers avaient sur lui, puis nous avons acheminé ces corps



Sur le lieu de l'accident

pour les déposer ici à la morgue de l'hôpital régional de Ngaoundéré. Une enquête a été ouverte pour faire la lumière sur les causes de cet accident qui est l'un des plus graves jamais enregistrés dans la région depuis quelques années », explique le commandant de légion de l'Adamaoua.

Vers 18h, les corps ont été déposés à la morgue de l'hôpital régional de Ngaoundéré, en présence du gouverneur de la

région de l'Adamaoua, Kildadi-Taguiéké Boukar, des responsables sécuritaires et de la santé. Pour le gouverneur, l'excès de vitesse et l'état du véhicule pas conforme sont à l'origine de ce drame de la route. « Il s'agit d'un accident qui implique un camion et un bus de transport en commun de la société Touristique Express. Le drame a fait 23 morts, dont 07 femmes, 11 hommes, 03 enfants et 02 nourrissons. Trois survivants

ont été enregistrés, il s'agit de deux occupants du car de Touristique et du chauffeur du camion », affirme le gouverneur de l'Adamaoua. Aux dernières nouvelles, deux des rescapés sont aussi décédés. Ce dernier a par ailleurs tenu une réunion de crise dans les services avec les responsables de l'armée, de la gendarmerie et de la police ainsi que les responsables de la société Touristique express.

Louis Baassid

Assainissement du secteur des mototaxis

Dialogue entre la Mairie de Bertoua 1^{er} et les acteurs

Les deux parties se sont retrouvées dans la salle des actes de la Mairie de Bertoua 1^{er}, une rencontre présidée par le Maire Me BEMBELL D'IPACK Olivier Cromwell.

Sur la table des échanges, l'assainissement du secteur à partir du choix de la couleur de la chasuble, l'identification des professionnels du transport par moto taxi et les documents exigibles dans l'exercice du métier. Présents également à cette rencontre, les différents syndicats reconnus.

Au terme des échanges assez houleux, l'on retient que les chasubles pour les trois arrondissements de Bertoua 1^{er}, Bertoua 2^e et Mandjou gardent une couleur unique qui sera dévoilée dans les prochains jours. Au-delà de la couleur des chasubles, il y a les autres documents à fournir à savoir: la carte nationale d'identité, le permis de conduire, le badge, la carte grise de la moto, la plaque CEMAC, la vignette et l'assurance. Pour cette opération d'assainissement qui démarre le 01 février 2019, la Cni, le gilet, la carte grise de la moto, la plaque Cemac et le permis vont être exigés par les différents contrôles. Soulignons que cette opération vient au lendemain de celle du 09 janvier où, le préfet du Lom et Djérem avec les Maires

des Communes d'arrondissement et les autres partenaires comme les Fmo ont formulé le vœu de voir le secteur débarrassé de tous les intrus qui rendent l'activité floue.

Lors des échanges, les bend-skieneurs ont évoqué les problèmes de sécurité, d'encadrement, de sensibilisation. Bien plus, au sujet de la couleur unique du gilet, ils ont évoqué le fait que les recettes allaient substantiellement diminuer, avec le phénomène de stigmatisation d'une catégorie sociale particulièrement pointée du doigt dans les exactions commises.

Par contre, a souligné le Maire au sujet du permis de conduire " Nous allons travailler avec les services du Mintransport afin de trouver les voies et moyens pour faciliter l'obtention du permis de conduire. Aussi, je vais échanger avec les autres collègues Maires, ainsi que le préfet pour leur partager les sollicitations des conducteurs de mototaxis. Après les échanges, les deux parties se sont séparées avec la ferme conviction de repartir de plus belle, sous l'encadrement des municipalités.

Bossis Ebo'o

SUPER GRAND MIFI VOYAGE PLUS

Pour votre sécurité, votre confort, voyagez avec l'Agence Super Grand Mifi Voyage Plus.

Yaoundé-Bafoussam, Bafoussam-Yaoundé

Qui va lentement va sûrement, c'est notre devise à Super Grand Mifi Voyage Plus.



Super Grand Mifi Voyage Plus, c'est écouter, servir plus, pour une meilleure satisfaction.

Direction générale BP 6522 Yaoundé :
Terminus Miboman
- Agence Bafoussam :
Ndiandam aux agences.

Pour toutes réservations :
Yaoundé : 699 59 96 58
Bafoussam : 690 11 94 44/ 690 11 63 70

Marchés de gré à gré

Leur réduction dans les marchés publics a permis d'économiser plus de 600 milliards en 07 ans

A la faveur de la réforme du secteur des marchés publics au Cameroun, implémentée à partir de l'année 2011, le volume des contrats passés de gré à gré, c'est à dire sans appels à la concurrence, est passé de 46% à seulement 14%, se rapprochant ainsi de la norme internationale de 10%.

Ces chiffres sont révélés dans une correspondance datée du 4 janvier 2019, adressée au président de la Commission nationale anticorruption (Conac) par Abba Sadou, alors ministre des Marchés publics (il a été limogé dans la soirée du même 4 janvier). Ce dernier soulève ainsi les avancées obtenues dans le secteur des marchés publics au cours des sept dernières années, pour contester le rapport 2017 de la Conac, publié le 28 décembre 2018, et qui fait du ministère des Marchés publics, l'administration publique la plus corrompue du pays en 2017.

Pourtant, souligne Abba Sadou, à la faveur de «la réforme la plus pertinente et la plus productive jamais impulsée dans ce secteur» au Cameroun, l'Etat a pu réaliser «plus de 600 milliards FCFA d'économie budgétaire en sept ans de mise en œuvre de la réforme, grâce à la valorisation systématique de la mise en œuvre de la concurrence».

Dans le même temps, «plus de 90% des projets du Budget d'investissements publics (BIP) sont entièrement exécutés et réceptionnés dans les dix régions depuis 2014», tandis que le minis-



Une route en chantier

tere reçoit désormais en moyenne 1% de recours fondés des prestataires, en rapport avec l'objectivité du processus d'attribution des marchés.

A en croire Abba Sadou, ce nouveau tableau du secteur des marchés publics au Cameroun est bien différent de celui des années précédant la réforme, lequel était ca-

ractérisé, soutient-il, par la «pratique généralisée de 10% pour toute attribution de marchés ; l'inflation des procédures dérogatoires (gré à gré) culminant à 46%

des marchés annuels ; la forte prévalence des marchés fictifs ; la surabondance des marchés abandonnés, etc.»

Oscar Onana

Gestion publique

La TVA n'a pas satisfait les attentes

Les services des impôts et de la douane au Cameroun ont collecté un volume global de recettes de 1360,2 milliards de francs CFA, au cours des neuf premiers mois de l'année 2018, selon le ministère des Finances.

Ces recettes, en hausse de 82,9 milliards (6,5%), par rapport à la même période en 2017, ont été principalement induites par la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA),

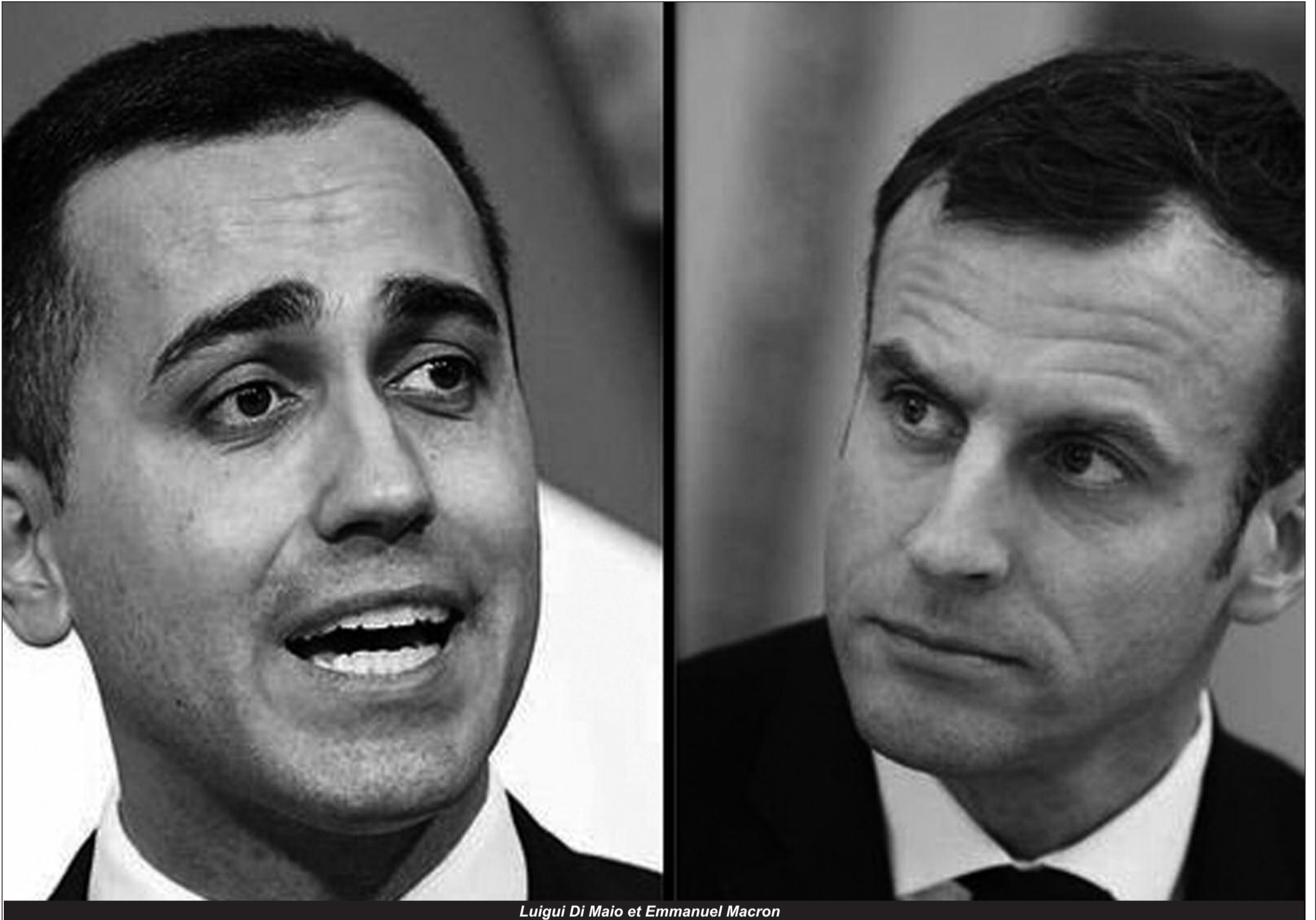
dont le volume collecté a crû de 30 milliards de francs CFA par rapport à l'année 2017, contre 12,9 milliards pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques, ou encore 12 milliards pour l'impôt sur les sociétés non pétrolières.

Mais, en dépit de cette performance, ces recettes globales (1360,2 milliards FCFA) sont en baisse par rapport aux prévisions initiales, qui se situaient à 1 422 milliards de francs CFA. Cette sous-réalisation des objectifs, souligne

le ministère des Finances, « s'observe principalement au niveau de la TVA, qui affiche un taux de réalisation de 92,9%, de l'impôt sur les sociétés non pétrolières (93,3%), des droits d'enregistrement et du timbre (85%)

et des droits d'accises (95,1%). Ces impôts sont affectés par la conjoncture économique difficile et les perturbations d'activités dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest».

Oscar Onana



Luigi Di Maio et Emmanuel Macron

Franc Cfa

Honte à la France de piller l'Afrique ?

Rome demande à Paris d'abandonner cette monnaie des colonies, ce qui permettrait aux pays africains d'engager un véritable développement.

C'est une vraie bombe que le vice-Premier ministre italien, Luigi Di Maio, a larguée sur Paris, en déclarant que la France est responsable de la pauvreté et de l'immigration des Africains en Europe. Luigi Di Maio s'en est surtout pris au franc CFA qui, pour lui est un instrument d'asservissement qui permet à la France de soumettre les africains à l'esclavage au profit de la France qui continue à se comporter comme un empire colonial. Très remonté, le ministre italien demande à la France de "décoloniser ces quatorze pays immédiatement.

Le vice-président du Conseil des ministres italien et dirigeant du Mouvement cinq étoiles (M5S), Luigi Di Maio, a appelé

l'Union européenne à instaurer des sanctions à l'encontre des pays qui, selon lui, «appauvrissent l'Afrique» et sont ainsi à l'origine de la crise migratoire, dont la France figure en tête de liste. "L'UE devrait sanctionner la France et tous les pays qui comme la France appauvrissent l'Afrique et font partir ces personnes [les migrants, ndr], parce que la place des Africains est en Afrique pas au fond de la Méditerranée", a-t-il déclaré dimanche, lors de son déplacement dans les Abruzzes. Selon lui, «certains pays européens, la France en tête, n'ont jamais cessé de coloniser des dizaines de pays africains». Di Maio estime également que la France qui «imprime une monnaie, le franc des colonies», dans «des dizaines de pays africains»,

finance ainsi sa dette publique. "Si la France n'avait pas les colonies africaines, parce que c'est ainsi qu'il faut les appeler, elle serait la 15e puissance économique mondiale, alors qu'elle est parmi les premières grâce à ce qu'elle est en train de faire en Afrique», a-t-il conclu. Il a donc annoncé "une initiative parlementaire du M5S dans les prochaines semaines", impliquant notamment le gouvernement et les institutions européennes, visant "à sanctionner tous les pays qui ne décolonisent pas l'Afrique".

Ce ne sont pas de simples paroles en l'air. Le vice-Premier ministre italien Luigi Di Maio, annonce que la France sera bientôt convoquée devant le Conseil de l'Union Européenne pour être sanctionnée pour des

crimes d' " esclavage " à l'origine de l'immigration. C'est d'abord le ministre de l'Intérieur Matteo Salvini qui avait accusé Paris en octobre 2018, de renvoyer les migrants en Italie. "Maintenant, les temps ont changé et nous n'acceptons pas que des étrangers arrêtés en territoire français soient amenés en Italie sans que nos forces de l'ordre puissent vérifier leur identité. " L'Italie estime que c'est la France qui doit s'occuper des migrants, puisque c'est elle qui pille ses richesses. La voix de l'Italie peut-elle être entendue par les Européens et aider les Africains à se libérer de cette monnaie battue en France, combattue par les panafricanistes et à laquelle Paris s'accroche de toutes ses forces parce qu'elle lui sert forcément ses intérêts ? La France

conserve par devers elle les réserves financières de 14 pays africains depuis 1961 : le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée Bissau, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Togo, le Cameroun, la République Centrafricaine, le Tchad, le Congo-Brazzaville, la Guinée Equatoriale et le Gabon.

C'est en tout cas la première fois qu'un pays occidental s'attaque aussi vertement à la France sur ce sujet : est-ce que cela peut pousser Paris à lâcher du lest ? L'Italie estime qu'à travers le franc cfa, la France pille nos richesses. Est-ce vrai ? Pourquoi donc les chefs d'Etat africains, notamment le nôtre, acceptent cet état de choses sachant que le franc cfa ne sert pas nos intérêts ?

Kami Jefferson

Tchoffo Zoteye, *Expert en Gouvernance, Homme Politique RDPC*« **La France est consciente que sans l'Afrique, elle ne peut rien** »

Le vice-président du Conseil des Ministres italien, Luigi Di Maio, relance ainsi un dossier qui dure depuis des siècles. Contrairement à d'autres pays occidentaux qui après les indépendances ont laissé leurs colonies nager de leurs propres ailes, la France est restée avec sa politique paternaliste qui consiste à exploiter ses anciennes colonies tout en les mettant dans une pauvreté mentale, spirituelle et économique. Comparée aux pays afri-

cains dont l'indépendance a été proclamée au même moment, les anciennes colonies françaises d'Afrique n'ont jamais été véritablement indépendantes. Les pays africains paient la taxe coloniale depuis seulement 50 ans, donc cela pourrait durer encore un siècle de plus.

Ce système est même dénoncé par l'Union européenne. Mais la France n'est pas prête à faire tomber ce système économique datant de la colonisation qui met environ 500 milliards de dollars des caisses de l'Afrique dans sa trésorerie. Par exemple, lors de l'introduction de la monnaie Euro en Europe, les autres pays européens à l'instar de l'Italie ont découvert le système d'exploitation français. Beaucoup, spécialement les pays nordiques, ont été consternés ; ils ont suggéré à la France de se débarrasser du système, mais sans succès.

La France « garde » les réserves financières de quatorze pays africains depuis 1961 : le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée Bissau, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Togo, le Cameroun, la République Centrafricaine, le Tchad, le Congo-Brazzaville, la Guinée Equatoriale et le Gabon.

Il est important de noter que 80% des réserves financières africaines, sont déposées sur un compte d'opération contrôlée par l'administration française. Les deux banques de la zone CFA (CEMAC et la CEDEAO) sont africaines de par leurs noms, mais ne décident aucune des politiques monétaires par elle-même. Pire, les pays eux-mêmes ne savent même pas quelle est la part de réserves financières qui leur appartient en tant que pays, mais détenus par l'administration du Trésor Français. Les gains

issus des investissements de ces fonds au Trésor Français sont censés être rajoutés à la cagnotte africaine, mais aucun compte n'est donné là-dessus aux banques ni même aux pays membres. « Seul un groupe limité à six administrateurs du trésor français ont connaissance des montants du compte d'opération, du lieu d'investissement des sommes. Les banques centrales africaines n'ont pas accès à ces informations », déclarait le Dr. Gary K. Busch. On estime maintenant que la France détient près de 500 milliards de dollars auprès de son trésor. Elle est donc prête à tout afin de combattre toute personne qui chercherait à faire la lumière sur le côté obscur de ce vieil empire. Les pays africains n'ont pas accès à cet argent.

Lorsque le président Laurent Gbagbo de la Côte d'Ivoire a tenté de mettre fin

à l'exploitation française de son pays, la France a organisé un coup d'Etat. L'obligation d'utiliser le franc CFA (franc des Colonies Françaises d'Afrique) est une condition pour certains Africains, afin de bénéficier l'appui de la France pour accéder au pouvoir. Voilà la vraie vache à lait pour la France. La France est consciente que sans l'Afrique, elle ne peut rien, voilà pourquoi, elle est prête à faire et défaire les Chefs d'Etat Africains. La Côte d'Ivoire, la RCA, le Mali en sont de belles illustrations. Il revient aux africains de prendre conscience pour se débarrasser de cette monnaie de servitude. C'est vrai ce n'est pas facile et ça ne sera jamais facile, mais parfois pour une liberté durable, il faudrait se sacrifier au prix de tout. Les avancées de la CEDEAO sont remarquables et progressivement ils sortent de ce gouffre français.

Mindja Zam Georges, *conseiller Municipal de la Mairie de Bertoua 2^{ème}*« **L'Italie veut mettre la France face à ses responsabilités** »

Au moment où le continent africain connaît une nouvelle fois des soubresauts avec la crise économique qui frappe de plein fouet la plupart de ses pays du côté francophone, le vice-président du conseil italien a fait des déclarations, s'insurgeant contre la France et son francs CFA, la désignant comme étant la source première de toute la décrépitude de certains pays.

En effet, le vice-président du conseil italien dès son arrivée au pouvoir s'est efforcé de marquer sa différence. Il incarne une nouvelle génération de dirigeants. Il veut mettre l'accent sur la dignité de l'homme et surtout de l'Africain.

En réalité, l'Union européenne est interpellée par l'un de ses

membres, dans une intention noble pour libérer l'Afrique du joug français et surtout du franc CFA.

Mais, certaines personnes pourraient penser au "populisme" de ce dirigeant italien. Il ne nous appartient pas d'aggraver les faits et la tension entre son pays et la France, car nous supposons que ces déclarations étaient "intuitu personae" et n'engageaient pas le gouvernement italien. Il a pris ses responsabilités de dire au monde, ce que beaucoup de personnes pensent peut-être bas, et ne peuvent exprimer à haute voix. Bien sûr, plusieurs membres de la société civile, le claironnent jour et nuit, en demandant à l'Afrique noire francophone de se départir du franc CFA.

Par contre, en tant qu'analyste profane des questions de monnaie ou de finances publiques, nous constatons que le discours de ce responsable italien, ne pourrait point nous émouvoir, étant donné que les richesses étaient exploitées en Afrique par les colons et que mathématiquement, le développement y était lié. Nous savons qu'à un pourcentage bien élevé, les productions minières et agricoles sont envoyées en France, qui, quant à

elle, inondait en retour l'Afrique des produits manufacturés. Tenant compte de ce qui précède, nous pouvons dire que c'est sous le prisme de la montée du populisme en Europe, fait des revendications sociales, parfois logiques, que ce haut responsable italien s'est exprimé. Peut-être y a-t-il des vérités qui existent et la responsabilité de la France, évidente. Il veut montrer que la France est l'un des pays ayant le plus joui de l'Afrique, d'où la mettre face à ses responsabilités.

Toutefois, à notre humble avis, c'est le problème d'immigration des africains et des personnes qui sont le plus souvent refoulées vers l'Italie, qui a permis que le vice-président du conseil italien s'en prenne à la France, qui est effectivement l'un des pays à avoir le plus joui des ressources minières et naturelles de l'Afrique. De ce fait, il veut la mettre face à ses responsabilités. Vu que les concepteurs des politiques publiques en Afrique s'accordent sur l'importance qu'une monnaie unique africaine, autre que le franc CFA, pourrait jouer dans les stratégies de croissance économique, la sortie de l'ita-

lien, recommande d'en finir avec les mécanismes de domination tels que le franc CFA et de rompre avec l'étroitesse de vue de certains chefs de l'État africains.

Avec la situation de plus de 5 millions d'immigrés, tant légaux, que clandestins, la situation en Italie, devenant très préoccupante, il se pourrait que le vice-président du conseil italien voudrait interpellé la France, afin qu'elle mette aussi en place des politiques d'accueil des africains qu'ils ont spoliés de toutes leurs richesses.

Cette première sortie d'un dirigeant européen face à ses pairs, compte tenu de ce qui précède, était nécessaire de ce point de vue. Toutefois, il faudrait remarquer qu'en 1978, l'homme politique altermondialiste et sociologue suisse "Jean Ziegler" dans son livre intitulé "Main basse sur l'Afrique" avait déjà évoqué ce problème du franc CFA qui asservit l'Afrique.

Nous pouvons aussi dire que l'Italie est dans son rôle, car ayant essayé de coloniser l'Éthiopie, mais ayant connu des échecs.

De notre modeste position d'observateur de la vie courante, nous avons appris à

l'école que l'Afrique fut la proie d'envahisseurs blancs surtout. Il n'y avait forcément pas que les Français. Il y avait des anglais, des hollandais, des portugais, ... Mais les français furent de tous les temps, ceux qui ont montré une image des êtres nobles, de sentiment, qui aidaient à la vie de tous les jours, qui protégeaient et permettaient aux populations de croître, en leur faisant bénéficier de tous les progrès modernes. Donc, il était de bon ton, que ce soit le franc CFA qui soit la monnaie d'échanges avec nos richesses en ce temps-là. À partir des années 70, il y a eu dégradation des rapports et de l'image des français, par ricochet du franc CFA. C'est donc peut-être choquant pour certains de voir dans quelles conditions les africains noirs évoluent par rapport aux français. À ce jour, cette monnaie semble ne plus être utile pour le développement de l'Afrique, bien sûr, elle repose actuellement sur des paramètres contradictoires qui empêchent à certains de nos chefs d'État, de faire toute l'analyse de l'ensemble des vérités observées, de façon neutre et de prendre une solution définitive de sa dissolution.

Georges Nyazang Boyokino, *expert en communication politique*

« Cette sortie du vice-Premier Ministre vient conforter le combat que mènent les vrais panafricanistes »



Il faut s'armer de courage pour dénoncer cette emprise de la France sur les pauvres économies des pays francophones d'Afrique, et ça, le vice-Premier Ministre Italien l'a fait. Cette sortie vient conforter le combat que mènent les "vrais panafricanistes" depuis des décennies. Il faut non seulement saluer cette sortie, mais aussi se mobiliser en masse derrière lui pour l'émancipation totale du joug

colonial français. La France met tout en œuvre pour contrôler toutes nos richesses du sol et du sous-sol. Elle règne sur nos Chefs d'États tel un potentat dans son fief, et nous savons ce qui est arrivé à tous ceux qui même en rêve, ont envisagé l'abandon du franc cfa ou qui ont un tant soit peu remis en cause l'autorité de la puissance colonisatrice, je citerai Mohammar Kadhafi, Thomas Sankara, Sékou Touré, Moussa Dadis Camara et bien d'autres.

La monnaie est un instrument de souveraineté d'un État. Tant que notre monnaie sera imprimée en France et conservée à la banque centrale, il n'y aura point d'indépendance, et donc point de souveraineté. La France ne peut lâcher le morceau

que s'il y a une mobilisation tous azimuts des autres puissances européennes, américaines, avec au premier front les pays africains eux-mêmes autour des milliers de morts qui gisent au fond de la méditerranée, dans le désert du Sahara, servant d'apéritif aux vautours et charognards. Il ne s'agit point d'un combat à mener en solo comme certains leaders africains ont essayé de le faire jusqu'ici, mais d'une mobilisation universelle, un front commun face à une puissance prédatrice qui foule aux pieds les droits humains de ses ex-colonies. Le Vice-Premier Ministre a juste fait une analyse froide et objective des causes de la déferlante vers l'occident. À nous-mêmes de faire le reste.

De nombreux écono-

mistes africains et outre atlantiques ont toujours dénoncé cette mainmise de la France sur une bonne partie de pays africains à travers cette avilissante monnaie qu'est le franc cfa ou "caisse Française d'Afrique". Pendant que cette France nous spolie à l'extrême, elle instaure "l'immigration choisie" une sorte de politique discriminatoire qui lui donne l'exclusivité du droit de déposséder l'Afrique de ses meilleurs intellectuels, de ses meilleurs talents sportifs au point où à ce jour, toutes les sélections sportives Françaises sont tropicalisées à 80% au moins. Une violation flagrante du droit des pays africains de jouir d'un retour sur investissement pour ses nombreux boursiers envoyés en Europe avec les pau-

vres fonds publics, ceci sous l'indifférence totale des organisations internationales. Il faut donc saisir la perche tendue par le gouvernement italien, pour dire "y en a marre" à cette France qui nous doit tout (nos millions de tirailleurs tombés pour la défense de la patrie française, nos richesses pillées au quotidien, nos fils et filles retenus pour leur talent), pendant qu'elle nous enfonce dans un endettement perpétuel et verrouille ses frontières.

Les pays qui font usage du Franc cfa sont classés parmi les économies les plus fragiles et les plus chancelantes du continent, malgré de nombreuses potentialités naturelles. Appel est donc lancé aux Chefs d'États de la Cemas et de la Cedeao à se mobiliser pour l'assaut final.

Fabrice Yap Mouchili, *Analyste politique*

« Si le relais est pris sur le continent africain, Paris lâchera du lest »



Le Vice-Président du Conseil italien a visé Juste dans cette sortie. En marge de la dimension populiste qu'on peut attribuer à de tels propos, force est de reconnaître sa véracité immuable. Pour régler la question migratoire, il est important d'étudier et de mettre en relief les véritables causes de ce phénomène qui s'illustre comme l'une des plus grandes problématiques mondiales du XXI^e siècle. L'Afrique noire en général et l'Afrique noire francophone en particulier sont d'après les rap-

ports des ONG spécialisées, le principal bastion du phénomène migratoire en Afrique. Dans l'établissement des responsabilités, la France se retrouve à juste titre au banc des accusés. En effet, ce pays s'est négativement démarquée par une politique néocoloniale en Afrique dite francophone, une politique néocoloniale dont le Fcfa est le bras séculier. Cette monnaie déjà dérisoire sur la place monétaire mondiale à travers sa faible convertibilité, permet à la France de tenir l'économie et le système bancaire des 14 pays francophones qui l'utilisent. Le Fcfa est édité en France et le trésor français retient un pourcentage considérable sous le fallacieux prétexte d'assurer sa convertibilité et de garantir sa stabilité. La masse monétaire issue de cette "mafia" est en-

core octroyée sous forme de prêt à ces pays avec des contreparties immenses (extraction des minerais, exploitation forestière, matières premières, marchés publics, exploitations portuaires...).

Le discours sur la sortie de la zone franc semble évoluer et ces sorties des officiels italiens ont la particularité de garantir des retombées coercitives et punitives vis-à-vis de la France et ses affidés, puisqu'ils promettent de mettre la question sur la table du Parlement européen, à l'effet de faire appliquer des sanctions à l'encontre des concernés. Quand on se souvient qu'en France la problématique avait déjà été soulevée par des politiques de haut vol tels que Marine le Pen, on ne peut être qu'optimiste sur la question. Si le relais est pris sur le continent africain, les lignes

bougeront et Paris lâchera du lest.

Depuis cette sortie musclée, qui est subtilement une brèche à saisir, les dirigeants africains sont muets comme des tombes. Celui du Cameroun, qui d'après certains analystes "n'a plus rien à perdre" n'ose broncher. L'attitude de ces dirigeants se comprend. Ce sont des "Préfets" des Départements d'Outre-Mer qui n'oseraient s'attirer des ennuis avec la métropole française qui les maintient contre vents et marées. Leur contrepartie c'est la garantie sans faille des intérêts français dans leurs pays respectifs et le franc cfa en fait partie. Pour que cette monnaie soit mise hors-circuit, il faut faire émerger une société civile africaine forte et synchronisée sur la question car c'est proprement avoir les yeux fermés sans tâcher ja-

mais de les ouvrir que de compter sur les dirigeants actuels pour un boycott du Fcfa. En dépit de cette observation générale, les dirigeants d'Afrique de l'ouest semblent se pencher sur la question, des sommets ont été organisés dans ce sens. Mais ceux d'Afrique centrale, ivres de pouvoir dont ils ne comptent pas s'en séparer restent léthargiques sur la question. C'est eux les meilleurs élèves de la France en Afrique, les peuples de ces pays et les acteurs de la société civile doivent prendre leurs responsabilités en mettant une pression des plus rigoureuses sur ces dirigeants. Si rien n'est fait dans ce sens, pour saisir l'opportunité et surfer sur ce vent favorable que promeut l'Italie, l'histoire retiendra que l'esclave avait déclaré à la barre qu'il se plait dans sa servitude.

Adamou Youmo Koupit, *Expert en Gestion Financière et en Suivi/Evaluation, Membre du Bureau Politique de l'UDC* **« La France n'est pas prête à lâcher du lest »**



I faut d'abord saluer à juste titre, cette sortie du Vice-Premier Ministre Italien, Monsieur DI MAIO, qui sacre la fin de l'époque de solidarité automatique entre les pays occidentaux, consistant à se couvrir mutuellement dans leurs élans stratégiques de contrôle et d'exploitation des pays anciennement colonisés en Afrique et dans le monde. Cette voix européenne qui n'est pas n'importe qu'elle voix, ne va pas rester sans effet dans la mouvance revendiquant la construction d'une nouvelle conscience populaire sur la nécessité impérieuse de garantir aux pays africains de la zone CFA, leur souveraineté monétaire dont dépend le destin de leurs peuples. Près de 60 ans après les indépendances, il est incroyable que les dirigeants des pays africains ne soient pas encore capables de définir le modèle de

société à bâtir pour garantir le développement de nos nations. Certes, la croissance économique et le développement des pays africains souffrent d'autres pesanteurs liées à la gouvernance, à la démocratie et à la productivité des administrations et des entreprises, mais dans les meilleures conditions de fonctionnement possible, aucun pays ne peut véritablement se développer avec une monnaie sur laquelle il n'a pas de pouvoir de décision. Lorsqu'on ajoute à cette réalité, le fait que les pays africains de la zone FCFA sont des économies faibles et que « leur monnaie », le FCFA est arrimée à une monnaie forte comme l'Euro par une parité fixe, on comprend que les nids de croissance sont bouchés expressément. La France n'est pas restée insensible au venin craché par le Vice-premier Ministre italien car lundi dernier, l'ambassadrice d'Italie à France, Mme Teresa Castaldo a été convoquée par le Ministre des Affaires Etrangères, et cette réaction montre à suffisance que la France n'est pas prête à lâcher du lest. Pour la France, prendre l'initiative de mettre fin au FCFA serait comme si elle s'engageait elle-même de faire tarir la source principale où elle s'abreuve. On ne scie pas la branche sur laquelle on est

assis. Les accords de 1945 ont été taillés à l'avantage de la France qui s'est donné par là, la possibilité de tirer les meilleurs profits des efforts de croissance des pays concernés à travers le Compte d'Opération qui reçoit les réserves de changes des pays de la zone et qui est sciemment logée non pas à la Banque de France, mais au Trésor Public de Français. C'est tout à fait logique que la France qui tire d'énormes avantages du système, ne soit pas le pays qui prenne le devant dans la dénonciation de ce système. C'est la responsabilité des pays africains et la question fondamentale qu'on peut se poser est de savoir pourquoi les dirigeants de nos pays continuent à rester indifférents et n'entendent pas ouvrir le débat sur le FCFA ? C'est une lapalissade que de dire que les dispositions de 1945 étaient faites pour assurer le pillage indirect des pays africains de la zone FCFA par la France comme le confirme le Vice-premier Ministre italien. Laisser cela perdurer 60 ans durant après les indépendances et 75 ans après la signature de ces accords, sort de l'ordinaire et dévoile la connivence des dirigeants africains avec la France qui assure et facilite le maintien parfois à vie de ces dirigeants

au pouvoir contre leur silence, voire leur contribution au maintien des systèmes de pillage des ressources des pays qu'ils sont supposés diriger. Aucun africain sérieux ne peut nier que le FCFA maintient dans la servitude, les nations africaines qui l'utilisent et que cette monnaie coloniale est une preuve de ce que les pays concernés n'ont pas leur pleine souveraineté sur le plan politique et ne pourront sur le plan économique, avoir de la croissance suffisante pour les conduire au développement. Nous n'avons pas d'autres alternatives que de sortir carrément du FCFA pour créer une monnaie régionale ou sous-régionale, cela doit résulter d'un processus qui commence par le questionnement des accords de 1945, leur réforme en vue de supprimer l'intermédiation de la France pour se rattacher directement à l'euro mais avec une parité flexible ; ce qui induit la suppression du compte d'opération et l'obligation de laisser des réserves de change dans un compte logé au trésor public français ; et l'introduction des mesures préparatoires à la gestion d'une monnaie souveraine au sein de nos états. Ces mesures peuvent inclure le système de monnaie binaire qui a l'avantage de promouvoir et de développer un pouvoir

d'achat en faveur des produits locaux pour ainsi soutenir et protéger l'émergence d'un tissu industriel national. Nous attendons voir la réaction de l'Union Européenne qui été interpellée par l'Italie sur le sujet au regard des conséquences sur tous les Pays occidentaux, d'une politique d'appauvrissement de l'Afrique maintenue par une nation qui en tire profit. L'Eldorado que nos jeunes rêvent retrouver en occident en se livrant à des migrations hautement risquées, peut se trouver ici si on met fin à ces élans nostalgiques de main basse sur les ressources africaines et sur le fonctionnement politique des pays africains. Il fallait s'attendre à ce crash et on le vivra de plus en plus jusqu'à ce que solution soit trouvée car l'Europe n'est pas que la France et la France n'est pas l'Europe. Le réveil de conscience se fera de plus en plus et désormais, il n'y aura pas seulement les africains ou quelques individualités européennes pour faire pression sur la France et sur ses complices au pouvoir dans les pays africains, mais des pays occidentaux, qui subissent les dures conséquences de cette situation au profit d'un seul pays, se lèveront comme l'Italie l'a fait, pour dire qu'ils en ont assez eux-aussi.

Michel Mombio, *DP de "L'Ouest Républicain", et Militant de Base du RDPC*

« La France ne tiendrait pas son rang mondial sans ses colonies africaines »



I faut commencer par relever que ces remarques du vice-premier ministre italien sont fondées. L'Italie dit aujourd'hui à haute voix, des faits que l'hypocrisie diplomatique occulte depuis longtemps. Politiquement, la France est en effet le principal marionnettiste de certains régimes africains fantoches dont elle tire les ficelles. L'exemple le plus récent et le plus scandaleux est

la Côte d'Ivoire où Sarkozy a installé un préfet en la personne d'Alassane Ouattara. Sur le plan politique, l'économie française repose moins sur son dynamisme que sur l'argent de ses colonies. La France, qui pourtant fabrique de très bons produits, ne tiendrait pas son rang mondial sans ses colonies africaines. Il convient aussi de rappeler que la France comme l'Italie, sont deux pays coloniaux aux régimes jacobins. Mais la deuxième a tiré depuis longtemps, les leçons de l'échec de cette politique, contrairement à la première. Quoiqu'il en soit, il faut comprendre que la sortie de l'officiel n'est pas pour les doux yeux des africains. Il s'agit de stigmatiser une politique dont son pays subit les contrecoups en termes d'accueil et de gestion des réfugiés.

Comme l'a toujours expliqué mon maître Mongo Béti, la France n'a jamais lâché la

bride de ses colonies que contrainte et forcée. Elle a toujours imposé la force à ceux de son empire aspirant à la liberté, n'hésitant pas à massacrer des milliers de personnes innocentes : Algérie, Cameroun, Nouvelle Calédonie etc. Bien qu'Emmanuel Macron semble avoir compris que cette politique est sans lendemain, il fera face aux forces centrifuges et conservatrices. Les nationalistes africains devraient profiter de ces propos salvateurs pour poser ce problème, en l'amplifiant, le vulgarisant. Car la France ne lâchera pas facilement du lest. Bien au contraire, elle manœvrera dans les instances européennes pour faire taire l'Italie. Déjà, les dirigeants français dénoncent le soi-disant populisme de Luigi Di Maio. C'est pour le discréditer. Mais le mal est fait.

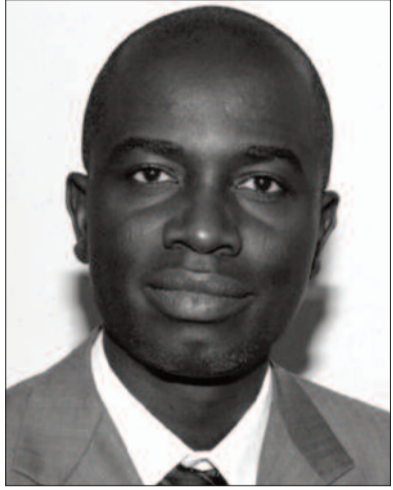
C'est un truisme ! Chacun sait que ce sont les satrapes

de la France qui sont aux affaires dans certains de nos pays. C'est elle qui fait pratiquement les règles, maintient le Franc CFA pour appauvrir le continent. Les exemples d'Elf ou de Bolloré, pour ne citer que ces deux cas, sont là pour le montrer. L'avenir de l'Afrique passe par la création de sa propre monnaie. Mais à cet égard, le cas du Cameroun est assez particulier : notre pays fonctionne en réalité avec plusieurs monnaies. Les camerounais ont le CFA en poche, et le dollar en tête. Ainsi, dans pratiquement toutes nos langues, on parle de « Dolla » pour désigner la monnaie. À l'Ouest, c'est plus compliqué. Les Bamoums par exemple, parlent de « Beum », c'est-à-dire « Cauris ». Le Franc CFA est une monnaie d'asservissement. Mais il ne suffira pas de la changer pour guérir : le mal est très profond. Le chemin pour nous approprier notre propre monnaie sera

long. Pourquoi donc les chefs d'Etat africains, notamment le nôtre, acceptent cet état de choses sachant que le franc CFA ne sert pas nos intérêts ? C'est une question de rapport de forces. Nombre d'entre eux ont accédé aux affaires avec l'aval ou le soutien de l'Hexagone. Affronter cette puissance de front peut s'avérer suicidaire ; Laurent Gbagbo l'a expérimenté à ses dépens. Le nôtre se montre plus futé : il arrache pan après pan, notre souveraineté. Ainsi, il a refusé de reconduire les accords coloniaux avec la France, sans tambours ni trompettes ! La France est un diable avec qui il faut manger avec une très longue cuillère. De jeunes présidents tels qu'Ali Bongo, Patrice Talon ou encore Joseph Kabila l'ont compris et tentent de desserrer l'étoupe. Au grand dam de la France, qui leur savonne la planche régulièrement.

Dr Lawrence Ngeh, *expert in international relations*

« France is still pursuing subtle neo-colonialism »



The bold step taken by the Italian vice Prime Minister, Luigi Di Maio, is a step in the right direction that I wish other countries of the region and the world at large should emulate. In diplomacy there is never something said that should be taken lightly. I strongly hold that before coming out to make such a de-

claration he had already concerted with his government and experts to weigh the consequences. Even French economists like Jacques Attali had earlier declared that the FCFA currency used by the 15 African countries is a danger for the continent. Nicholas Agho-hou, prominent African economist has also raised many concerns regarding the use of this currency.

Even if France does not abandon her policies towards Africa after this outing by the Italian vice Prime Minister, at least it has ringed a belt on their ears. They might not abandon it immediately but something positive can be done either by reviewing some conventions or treaties that were signed with these African countries in the pre-

and post colonial periods. We remember that some African heads of states had long wished that the CFA be scrapped and a unique currency for Africa brought in. What did France do? Nicolas Sarkozy connived with other world leaders to kill the idea through the assassination of Kadafi of Libya.

I believe that too. French geopolitics in Africa is interested in natural resources. Initially, the franc zone was set as a colonial monetary system by issuing currency in the colonies because France wanted to avoid transporting cash. After these countries gained their independence, the monetary system continued its operation and went on to include two other countries that were not former French colonies. At present, the CFA

franc zones are made up of 15 countries. The fact that even today the currency of these regions is pegged to the euro (formerly French franc) and that reserves are deposited in France shows the subtle neocolonialism France has been pursuing unchecked. It is a currency union where France is the center and has veto power. This is supported by African governing elites who rely on the economic, political, technical, and sometimes military support provided by France. It is no wonder then that these former colonies are not growing to their full potential because they have exchanged development through sovereignty for dependency on France. With the above analysis, I have the conviction that France is only

out to exploit our natural resources, if not she would have learned us how to be industrialized and not take our resources to transform where we don't know.

The head of state Paul Biya had long understood the fact that France is playing a game of interest and not because she loves Cameroon. That's the more reason why China has become Cameroon's economic partner today. The Chinese have taken over virtually every sector in the country and Africa at large. The greatest problem or thing left to be done is that abandoning of the CFA. But to me it won't be easy as it supposed to be a collective idea from the 15 countries. We may one see the CFA out of use in Africa.

Oumar Ndoumbè, *Société Civile*

« Cette crise est juste un règlement de comptes idéologique entre Européens »



C'est une nouvelle querelle diplomatique entre l'Italie et la France, que vient de déclencher le vice-président du Conseil des ministres italien et dirigeant du Mouvement cinq étoiles (M5S), Luigi Di Maio. En effet, se prononçant le dimanche 20 janvier sur la question des migrants africains, qui notamment est une priorité pour l'Italie depuis bien longtemps, Luigi Di Maio a accusé la France de coloniser l'Afrique et réclame des sanctions. Mais l'origine de cette critique est plus lointaine, parce qu'idéologiquement opposé, Emmanuel Macron avait fait retoquer le budget italien par la commission économique européenne. Ce qui a tendu les relations entre les deux pays depuis quelques mois. Profitant de la crise avec les gilets jaunes en France, le Mouvement cinq étoiles s'en est donné à

cœur joie et n'a pas manqué de soutenir ces gilets jaunes contre le gouvernement Macron. Il faut bien replacer cette crise dans son contexte et ne pas comprendre que la « sortie » du vice-président du Conseil italien est dictée par le bien-être des africains. C'est juste un règlement de comptes idéologique entre européens qui va peut-être permettre aux pays africains de rebondir sur le sujet du franc CFA.

Il faut dire qu'à sa création en 1939, l'appellation du franc CFA a évolué. D'abord « franc des Colonies Françaises d'Afrique ». Après les indépendances, il fut rebaptisé « franc de la communauté financière africaine ». Et depuis 2017, il existe en deux versions et circule dans deux zones économiques regroupant quatorze pays en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. (Bien que d'autres versions existent pour d'autres Etats du Pacifique etc...). Ces différentes appellations ne changent en rien le fond du problème que cette monnaie créée à notre insu, sur notre dos en notre nom c'est toujours « bonnet blanc, blanc bonnet » Ce sont nous les utilisateurs qui « trinquons ». Plus grave encore. Tous les leaders politiques d'après les indépendances qui ont

voulu dénoncer l'asservissement des pays africains à travers l'usage de cette monnaie dont ils n'avaient aucun contrôle ont été assassinés. C'est le cas d'Osende Afana leader politique camerounais, du sabotage de la Guinée d'Ahmed Sékou Touré pour avoir opté pour l'autonomie au moment de l'indépendance plutôt que de rejoindre la nouvelle communauté française. Du premier président du Togo Sylvanus Olympio quand il décide de lancer une monnaie nationale, il a été assassiné en Janvier 1963 dans un coup d'État soutenu par la France. Un sort similaire a été réservé à Modibo Keita, le premier président du Mali qui avait créé le franc malien en 1962, lui aussi victime d'un coup d'État en 1968. Sans oublier l'emblématique Thomas Sankara, célèbre leader de la résistance burkinabé, a également décrit le système monétaire du CFA comme étant une arme de la domination française. Il fut assassiné en 1987. Si l'argent est le nerf de la guerre, il est aussi un outil qui favorise l'assertion de l'homme dans la vie de tous les jours. On peut assimiler l'attitude de la France vis-à-vis de l'Afrique à l'image d'un homme dont on détient le portemonnaie et à qui

l'on donne la somme qu'on veut sans tenir compte des besoins du propriétaire du portemonnaie. Quelle triste et injuste gestion. Tel est donc le triste sort qui est le nôtre dans cette sordide affaire de franc CFA qui nous crée plus de problèmes qu'il n'en résout. D'autres pays (francophones) comme le Maroc ont quitté cette zone ou ce club en 1957 pour créer leur propre monnaie, l'Algérie qui s'est battue les armes à la main a aussi pris ses responsabilités en le quittant.

La Tunisie leur a emboîté le pas. Aujourd'hui, ce sont des Etats respectables jouissant de leur liberté et de leur indépendance. D'autres Etats africains et dans le Monde ont préféré émettre leur propre monnaie avec tout ce que cela comporte comme risques. Le cas des pays anglophones comme le Ghana et le Nigéria pour ne citer que ceux-ci qui ont leur propre monnaie sont souverains quoi qu'on dise. Alors pourquoi pas nous ? Nous devons nous poser des questions, des interrogations sur ce sujet. Si notre monnaie, le CFA, est émise à Chamalières en France, l'Euro par contre est émis à Francfort. Pourquoi notre monnaie est émise en France et l'Euro en Alle-

magne ? Les raisons sont simples parce que c'est la France qui détient notre bourse et la France aussi n'a pas dérogé à la ligne depuis l'occupation, lorsque sa monnaie était imprimée en Allemagne. Sans entrer dans des considérations économiques (qui ne sont pas négligeables) et nous limitant seulement du point de vue politique, le franc CFA pose la question de l'indépendance des pays africains. La monnaie est en effet un attribut de la souveraineté. C'est un outil essentiel de la politique économique d'un pays. En 1994, la dévaluation de 100 % du CFA, voulue par le gouvernement français d'Édouard Balladur avec la complicité des dirigeants africains de l'époque (dont notre Président) a causé des désastres sociaux et de terribles souffrances aux populations du continent noir. L'Afrique n'est pas pauvre, ce sont les africains qui le sont. Il est temps qu'un vrai débat se développe sur l'avenir monétaire de l'Afrique francophone et que ce débat implique au premier chef les économistes et les populations du continent. Les propositions ne manquent pas pour réformer le franc CFA ou le remplacer par une monnaie africaine.

Cyrille Ngoua, *Coach Consultant en Management*

« Cette dénonciation ne permettra pas de sortir de sitôt les pays concernés de cet esclavage monétaire »



La solidarité et l'unicité des points de vues souvent affichées par certains pays occidentaux sur des questions touchant à la vie, au développement et à la gestion sociale, économique et surtout politique des pays Africains au Sud du Sahara, jusqu'à cette attaque lancée par l'Italie sur la France, ressemblaient étrangement à une sorte de pacte indissoluble. Ces grandes puissances semblaient scrupuleusement respecter les répartitions historiques ou géographiques dont elles avaient convenu vis-à-vis de certains

groupes de pays Africains sur la base linguistique, monétaire ou autres. Et le mutisme que certaines puissances affichaient face à certains abus faits par leurs pairs sur leurs anciennes colonies en disait bien long. Ainsi, l'attaque lancée par M. Luigi Di Maio vice-premier ministre Italien à la France à propos du franc CFA, peut être considérée comme une grosse surprise. Elle semble désormais marquer la fin de ce pacte tacite. La question est de savoir si cette dénonciation faite en mondovision et sans précédent peut servir à desserrer l'étau français sur le franc Cfa que ce membre du Gouvernement Italien considère comme « le franc des colonies ». Rien n'est vraiment sûr au regard des retombées que l'hexagone tire de cet esclavage monétaire qu'elle impose à près d'une quinzaine de pays

Africains. Une mainmise, qui au-delà de la monnaie, s'étend sur divers pans de la vie économique de ces pays Africains et qui profite excessivement à la France au point d'en faire, l'une des premières puissances économiques du monde. Il est également important de souligner que la France impose aussi sa toute-puissance sur la vie politique de certaines de ses anciennes colonies en y plaçant ou maintenant des dirigeants de façon anti-démocratique. Il serait donc aisé de penser avec l'Italie qu'à travers le franc cfa, la France pille tranquillement nos diverses richesses du sol et du sous-sol.

C'est d'ailleurs par simple pudeur qu'elle ne se présente pas au marché mondial comme producteur de cacao, café, hévéa et autres. Des produits provenant

d'Afrique qu'elle contrôle pourtant sournoisement. Une situation révoltante pour les citoyens africains esclaves de la France qui ne comprennent vraiment pas les raisons du stoïcisme de leurs dirigeants face à cet embarras. Mais les Chefs d'Etat Africains ont-ils réellement la possibilité de se libérer de cette emprise de la France ? Ont-ils vraiment les moyens de se révolter pour reprendre véritablement la gestion des intérêts de leurs peuples ?

Cette mission semble, à priori, impossible pour certains chefs d'Etat Africains qui ont démontré leur amour excessif pour le pouvoir. Ils sont à mesure de sacrifier leur pays pour préserver leur fauteuil présidentiel. C'est le cas de Paul Biya et de tous les autres qui ont déjà passé des décennies à diriger leur pays et qui n'entendent,

en aucun cas, remettre le pouvoir un jour, sauf cas de force majeure. En outre, ces chefs d'Etat Africains ont peur des représailles. Ils ont peur soit d'endurer des sanctions économiques et autres soit encore de perdre la vie comme les Sekou Touré ou Thomas Sankara entre autres qui avaient osé tenir tête à la France. D'un autre côté, les peuples de pays Africains concernés, ne font rien pour aider leurs dirigeants à sortir de cette malheureuse condition d'esclavage dans laquelle ils semblent aussi se complaire. En conclusion, cette attaque lancée par l'Italie sur la France à propos du franc Cfa, même si elle va provoquer quelques vibrations, ne pourra nullement permettre aux pays concernés de sortir, de sitôt, de cet esclavage monétaire voire économique.

Aimé Cyprien Olinga, *président du front démocratique révolutionnaire*

« On ne saurait justifier le pillage de l'Afrique par la seule existence du franc Cfa »



Les attaques de l'Italie peuvent être justifiées dans la mesure où l'Italie reçoit au premier chef tous les émigrants qui partent clandestinement de l'Afrique. C'est donc normal qu'elle tire la sonnette d'alarme. L'Afrique a besoin d'un continent qui s'occupe de ses enfants, et elle a des res-

sources pour s'occuper de ses enfants. Mais nous ne comprenons pas pourquoi elle continue à être pauvre et misérable, au point où ses enfants sont obligés d'aller chercher ailleurs ce qu'ils sont en train de laisser chez eux. Il semble que l'Italie commence à s'interroger sur les conditions qui, pour nous africains, sont des sujets d'interrogation depuis très longtemps. Et nous pensons que lorsque des pays comme l'Italie, membre de l'Union européenne vont commencer à s'intéresser fondamentalement aux véritables raisons de cette immigration, nous trouverons une solution.

L'Italie qui a commencé à s'interroger risque de faire une espèce de cam-

pagne auprès des autres pays membres de l'Union européenne. Si l'Italie avec un certain nombre d'autres pays de l'Union européenne tels que l'Allemagne, la Belgique et autres se mettent ensemble pour faire pression sur Paris, il est tout à fait indiqué que Paris lâchera du lest.

Je ne peux pas le dire de manière péremptoire que c'est à travers le franc cfa que la France pille nos richesses. Car, une économie se gère en effet à travers 02 leviers essentiels : monétaire et budgétaire. Les économies de l'espace cfa fonctionne avec un seul levier, celui budgétaire et c'est ce qui constitue un handicap sur le plan des performances économiques.

Or, une économie de performance doit pouvoir agir. Mais, le levier budgétaire a des insuffisances. Certes, ce n'est pas nous qui gérons la politique du Cfa. Elle est gérée par la France. Toutefois, on ne saurait justifier le pillage de l'Afrique par la seule existence du franc Cfa. Il y a aussi la mal gouvernance et la corruption de nos dirigeants qui se sont instituées en système de gouvernance dans tous nos pays.

Même si le franc Cfa arrivait à être retiré de la circulation, il faudra que les dirigeants africains comprennent que pour gérer une monnaie, il faudrait une extrême rigueur dans la gestion des affaires publiques et il faut éradiquer complè-

tement la corruption et ceux qui vont gérer la monnaie ne doivent pas être des ignorants dans le domaine. Quand une monnaie n'est pas adossée sur un tissu économique viable, elle n'a pas de valeur, elle devient comme un bout de papier. Considérons le Zimbabwe qui a sa monnaie, mais qui est obligé d'utiliser le dollar. Idem le Zaïre de Mobutu en son temps, qui avait sa monnaie, mais on était obligé de porter des brouettes de billets de banque pour acheter un bout de pain. Par conséquent, au-delà du franc Cfa, il faut que nous nous interrogeons sur la qualité de notre gouvernance.

Propos recueillis par la Rédaction

New Format of the Cameroon League One and Two Championships plus match Venues

Thursday January 24, 2018, during a working session with journalists, that took place at the league's head office in Yaoundé, the management of the Cameroon professional football league took time to explain how the new football season will be played.

This 2018-2019 football season, will be the first to be played in the form of pools. The 18 league one clubs have been grouped in two pools of eight teams each, while the 15 club league two is in two Pools, A and B, with pool A having nine teams just like Pool B. Many have raised concerns on how the champions will be decided and how teams to be relegated will be determined.

In the elite one, all the teams will play 16 matches each in the first phase of the championship, at the end of which the first three from each pool (A1, A2, A3 and B1, B2, and B3) will qualify for a playoff phase, where matches will be played on home and away basis, at the end of which



League officials talking to journalists on new format

the team that finish top, is crown league winners, while the second and third picks up the other continental tickets. It is worth noting that points accumulated during the first phase of the championship, are

not taken into consideration, during the second phase.

The last three teams from each pool, (A7, A8, A9 and B7, B8 and B9), will also meet in a playoff, where only the team that finish

last, will be relegated to league two. The six teams that finish in the middle of the table (A4, A5, A6 and B4, B5, B6), will be exempted from the second phase. The same format applies to the Elite two Champions-

hip. The top three teams after the two phases will be promoted to the elite championship, with one team relegated to the regional league.

By Amos Nsah

Professional Football league

Eding sport of Lekie clashes with Yong Sports Academy of Bamenda in the opening match of the Elite One Championship on Saturday

The National Football Professional League kicks off a new football season on Saturday January 26, 2019. The opening match of the Elite One Championship will pit Eding sport of Lekie to the Abakwa boys, Yong Sport Academy.

Ahead of the new football season in Cameroon, preparations have been ongoing to ensure a smooth kickoff on Sa-

turday 26 January, 2019. The minister of sports and physical education, Narcisse Mouelle Kombi held a crisis meeting on Thursday grouping the trade union of elite clubs, fecafoot officials and those of the professional league. The aim of the meeting was to clear the in fight for a successful start of the championships. We recall that the trade union of elite clubs had been insisting that the league would not start without the holding

of the general assembly. The referees and assistant referees of the elite one and two championships also carried out a refresher course at the fecafoot center Odja ahead of Saturday's kickoff.

Sport journalists were not also left out. The Professional football league officials organized a working session with journalists this Thursday January 24, 2019 to explain to them how the elite one and two cham-

pionships this season will look like.

Only one match will be played on Saturday, the rest will be played on Sunday January 27, 2019.

The complete fixtures for Pool A clubs for match day one are as follows.
27/01/2019

Avion Nkam vs Coton-sport of Garoua
TKC vs Union Sportive Douala
New Stars vs Colombe of Dja
PWD vs Apejes Mfou.

Dragon of Yaounde will be on standby in this match day for club in Pool A

In Pool B, Stade Renard stays at home to welcome Feutcheu FC in an interesting clash while Unisport of Bafang will be on Standby.

The full pool B Fixtures are as follows:
Stade Renard vs Feutcheu FC
Fovu vs Astres
Fortuna vs UMS Loum.

By Amos Nsah

Quotidien émergence

1^{er} Quotidien Bilingue Privé
au Cameroun

Disponible
dans vos Kiosques
Tous les Jours



- Une information de qualité
- Des analyses percutantes
- Un réseau d'abonnés
- Des bureaux dans les 10 régions
- Une imprimerie moderne

Lisez et faites Lire